

1^{ER} JOUR DE LA GRÈVE DES VÉTÉRINAIRES

Les abattoirs, les ports et aéroports sans contrôle

La semaine de grève décidée par le Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNVFAP) a débuté hier et les premières évaluations font état d'une adhésion massive à ce mouvement.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Ils sont en effet 1136 vétérinaires sur le territoire national à répondre au mot d'ordre et à décider d'aller au bout de cette action de protestation, jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications.

Tous les postes vétérinaires se trouvant dans les ports et aéroports ont été

paralysés et les marchandises non contrôlées. C'est ce que nous a déclaré, hier, le président du syndicat, M. Kaddour, qui a affirmé aussi que 319 abattoirs de viande rouge et 393 abattoirs de viande blanche sont bloqués et aucun certificat sanitaire n'a été délivré. Autrement dit, pratiquement toute la

viande rouge et blanche qui circulera dans les circuits de distribution cette semaine ne sera pas contrôlée. Un risque majeur pour la santé des citoyens.

Selon M. Kaddour, la répression de l'administration n'a pas tardé à tomber, suite à cette grève. Quatre wilayas, Relizane, Mostaganem, El Bayadh et Sétif, ont procédé dans la matinée d'hier à la réquisition des vétérinaires, les empêchant d'effectuer

librement leur droit syndical, voire le droit à la grève. Cette mesure administrative est fortement dénoncée par le syndicat qui la qualifie d'atteinte aux droits syndicaux.

Toutefois, il a invité les vétérinaires d'Oran à suspendre leur mouvement de grève, afin de ne pas envenimer la situation dans cette région secouée cette dernière semaine par un mouvement populaire sans précédent. «Nous voulons confirmer aux pouvoirs

publics que notre action est revendicative et ne peut, en aucun cas, porter atteinte à la stabilité de la nation et de ses instances», signale M. Kaddour.

Pour rappel, les revendications des vétérinaires s'articulent autour des questions salariales, des indemnités et leur classification dans le nouveau statut de la Fonction publique. La nouvelle grille des salaires dénie, pour cette catégorie de fonction-

naires, le rang qu'ils occupaient auparavant, en les assimilant à des Bac + 5. Ils rejettent cette classification qu'ils considèrent humiliante.

Le syndicat déplore le mutisme de la Fonction publique, qui selon M. Kaddour est à l'origine du blocage du statut des vétérinaires. Nos tentatives de joindre hier le ministère de l'Agriculture pour un complément d'informations sont restées sans réponse.

R. M.

SANCTION DES AUTEURS DE KIDNAPPING DE MINEURS

Les juristes dénoncent le vide juridique

Le phénomène du kidnapping d'enfants qui a fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois a été le thème, hier, d'une conférence-débat organisée par la Chaîne 1 de la Radio algérienne.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Des spécialistes, psychologues, juristes, représentants de la direction générale de la Sûreté et de la Gendarmerie nationale ont encore une fois tiré la sonnette d'alarme pour inciter aussi bien les familles que les autorités concernées à assurer le bien-être des enfants, une tranche vulnérable de la société et à les protéger des «prédateurs» que sont les pédophiles.

Ainsi et si les chiffres selon les spécialistes présents à la rencontre ne reflètent pas une recrudescence importante des cas de kidnapping, le phénomène reste tout de même préoccupant du fait que des atrocités sont commises sur des innocents. En effet, les cas de rapt d'enfants sont sou-

vent suivis d'abus sexuels et même de meurtres. Ainsi et selon les chiffres avancés par le représentant de la DGSN, au cours de l'année 2008, il y'a eu 632 cas d'abus sexuels sur mineurs, 61 cas de disparition et 4 autres de kidnapping.

Ces derniers se sont soldés par deux affaires résolues alors qu'un enfant disparu a été retrouvé mort.

La gendarmerie a, par ailleurs, relevé 14 cas de kidnapping suivis d'abus sexuels en 2008. Pour ce qui est de l'année passée, les services de la DGSN ont enregistré 1 546 cas d'abus sexuels pour 7 cas de kidnapping. Par ailleurs, M^r Farouk Ksentini, président de la Commission nationale de protection des droits de l'homme,

comme d'ailleurs les autres juristes présents, évoqueront le vide juridique pour ce qui est de la prise en charge judiciaire des cas de kidnapping.

«Les textes doivent être revus, c'est certain, pour contrecarrer les tentatives de kidnapping et venir à bout de ce phénomène», a déclaré maître Farouk Ksentini appelant, en outre, à la création d'un tribunal spécialisé dans les cas de kidnapping. Il dira dans son intervention que la prévention est particulièrement importante du fait que la sanction ne suffit pas et n'aidera pas à réduire les cas d'abus sur les enfants. Ainsi, la famille est en premier lieu interpellée et appelée à protéger les enfants des éventuels agresseurs notamment en les sensibilisant.

En fait, la vigilance de tous est de mise lorsqu'il s'agit de décourager d'éventuels agresseurs

d'enfants. Les juristes présents insisteront en outre sur la nécessité d'appliquer des peines sévères quand il s'agit d'agression d'enfants sans possibilité de grâce. Pour sa part, Mme Benbraham appellera à réduire les délais d'ouverture d'enquête pour permettre de retrouver rapidement les enfants disparus et surtout avant que l'irréparable ne soit commis.

Pour l'intervenante, il est urgent de réduire le délai d'attente de 48 à 2 heures après la disparition du mineur et le dépôt de plainte permettant d'éviter des cas d'abus sexuels et même d'assassinats d'enfants dans la majorité des cas. Il s'agit aussi de revoir dans le cadre juridique la définition de kidnapping puisque, explique l'intervenante, celle en vigueur actuellement est loin de refléter la réalité.

F.-Z. B.

CLINIQUE MOHAMED- ABDERAHMANI D'ALGER

Nouveau traitement de l'arythmie cardiaque

L'équipe du Pr Salah-Eddine Bourezak, chef de service de chirurgie thoracique et cardiovasculaire à la clinique Mohamed-Abderahmani d'Alger, a mené, hier, deux interventions d'ablation de fibrillation auriculaire.

Cette opération, dirigée par le professeur Jacques Robin du CHU de Lyon, consiste à créer des lésions autour de l'oreillette gauche du cœur de façon à interrompre les circuits électriques responsables d'arythmie cardiaque.

«Pour provoquer ces lésions, nous utilisons un appareil qui génère des ultrasons focalisés (Epicor). L'application clinique de cette technique a débuté en 2003.

Les taux de succès sont de 80 à 85% à 6 mois et 1 an dans les cas de fibrillation auriculaire associée à un acte chirurgical», a précisé le professeur Jacques Robin avant d'entrer au bloc opératoire. Notons que l'utilisation de cette technique est une première en Algérie.

Deux patients ont été traités hier grâce à un appareillage acquis par la clinique Mohamed-Abderahmani. Deux autres patients subiront aujourd'hui un traitement identique au niveau du Centre national de médecine sportive de Ben Aknoun.

T. H.

PRESSE PÉRIODIQUE EN ALGÉRIE

Le Cap est né

La presse périodique algérienne vient d'être enrichie par un nouveau né, Le Cap, une revue bimensuelle d'informations, d'analyses et d'opinions.

Le premier numéro de ce journal, en format magazine, sera mis sur le marché à partir d'aujourd'hui. Un dossier d'une dizaine de pages est consacrée à la grande problématique du pouvoir d'achat des Algériens. Les partis politiques sont soumis à la loupe des analystes qui proposent une autre lecture de la vie

politique dans notre pays. Les lecteurs trouveront aussi des informations traitant de l'actualité économique, internationale, environnementale et sportive. Les nouvelles technologies bénéficient aussi d'un large espace, en plus de celui consacré aux femmes. Les fondateurs du Cap n'ont pas oublié les amoureux des arts et des lettres. Slim, le célèbre caricaturiste et le père de «Zid ya Bouzid» dans *Algérie Actualité*, signe aussi son retour avec une page intitulée «Avant c'était mieux».

Dans sa lettre, l'éditeur de ce nouveau magazine, M. Zoubir Zemzoum, dira que «... notre désir est d'apporter un plus dans le paysage médiatique du pays. Ensuite, nous voulons qu'il traduise la vision que nous avons de la place que doit occuper un tel périodique dans le concert de la presse nationale et du rôle qu'il est appelé à jouer dans le développement et l'épanouissement de la citoyenneté». Bon vent pour *Le Cap* et à toute son équipe.

L. M.

